



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES

0.5 % au 1er juillet 2010

RIEN en 2011

RIEN en 2012

Aujourd'hui, les toulousains sont les oubliés de l'indemnité de résidence pourtant octroyée aux fonctionnaires en poste dans des agglomérations moins importantes et réclamée de longue date. Cette indemnité permettrait une compensation des surcoûts de déplacement qui grèvent leurs budgets.

Aujourd'hui, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a perdu plus de 10% depuis 2000. Depuis plusieurs décennies, la grille, seule base statutaire permettant une augmentation uniforme et un maintien du pouvoir d'achat pour tous, est délaissée au profit de négociations à enveloppe globale.

Aujourd'hui, les fonctionnaires pensionnés ont perdu le traitement continué lors de leur départ en retraite.

Force Ouvrière revendique :

- **5 % d'augmentation de la valeur du point d'indice dès 2011,**
- **un rattrapage de la perte de pouvoir d'achat du point accumulée depuis 2000 (10%) par l'attribution de points d'indice,**
- **une ouverture de négociations pour la refonte et la revalorisation de la grille indiciaire pour toutes les catégories C, B et A plaçant le minimum de rémunération à 120 % du SMIC,**
- **une prime de transport pour tous, et la revalorisation des indemnités kilométriques, indemnisation repas et nuitée.**

Ce n'est pas l'annonce de mesures accessoires, dont la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), la prime d'intéressement collectif, les primes au mérite - constituant des contournements du statut - qui vont répondre aux attentes des personnels.

A ces revendications légitimes adressées aux représentants d'un Etat qui avait, en 2007, fait du pouvoir d'achat une priorité s'ajoute l'expression des inquiétudes sur l'avenir du Service Public.

Les fonctionnaires et agents publics paient un lourd tribut à la rigueur que le gouvernement justifie par la réduction des déficits publics. La dégradation des conditions de travail dans la fonction publique d'État est due notamment à la révision générale des politiques publiques (RGPP), et au non remplacement d'un emploi sur deux de fonctionnaires (350 000 suppressions depuis 3 ans). Dans les établissements de la fonction publique hospitalière, ce sont 10 000 emplois qui ont été supprimés en 2009, autant en 2010 et près de 15 000 sont prévus en 2011 consécutivement aux budgets insuffisants et aux restructurations. La mise en concurrence des Administrations dites régaliennes ou non, exerçant un « beau métier » ou non, ne vous permettra pas de faire passer et accepter la rigueur sans réaction des agents de la Fonction Publique et de leurs organisations syndicales.

Aujourd'hui, FORCE OUVRIERE vous demande autre chose que des mots ou des promesses. Notre organisation exige que nos revendications soient entendues et que le gouvernement réponde à cette journée de mobilisation par le rattrapage attendu du pouvoir d'achat et par l'arrêt de la casse du Service Public.